

Direction de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« **NEUJ PRO 2013 – 12^{èmes} Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse** »

TABLE RONDE 2

Quelles sont leurs priorités ?

Intervenants :

Simon Besnard, président du mouvement rural de jeunesse chrétienne

Florian Santinho, secrétaire général des jeunes forces démocrates

Florian Doillet, jeune de la mission locale de Vichy

Marine Pénin, jeune de la mission locale de Vichy

Animateur :

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : Bonjour à tous. Bienvenue pour cette table ronde sur les priorités des jeunes. Depuis hier, on a beaucoup parlé de priorités dans le cadre du comité interministériel de la jeunesse, également dans le cadre des stratégies jeunesse développées par les collectivités locales. Ce mot revient depuis hier régulièrement. Ce matin, il a été remarqué que les jeunes étaient peu présents dans les débats. Cette table ronde permet de donner la parole aux jeunes. Autour de la table, Simon Besnard. Vous êtes président du mouvement rural de jeunesse chrétienne, MRJC. Florian Santinho, vous êtes secrétaire général des jeunes forces démocrates. Marine Pénin et Florian Doillet, vous êtes tous les deux accompagnés actuellement par la mission locale de Vichy. Vous avez décidé de venir de manière volontaire, mais ça a été décidé récemment puisque c'est un autre jeune qui devait intervenir cet après-midi. Il a trouvé un emploi et ne pouvait pas assister à la table ronde. Avant de lancer le débat, je vous propose de regarder une petite vidéo qu'on a faite à l'INJEP en interrogeant des jeunes. Nous leur avons demandé s'ils étaient élus maire de leur ville quelle serait la première mesure qu'ils prendraient pour la collectivité et en direction des jeunes. Ensuite, je vous propose de débattre à partir de ce qui a été dit par les jeunes dans le cadre de la vidéo et autour de la table ronde.

De 1'50 à 3' 45 diffusion d'une vidéo.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : Les avis sont divers et les thématiques partagées. Simon Besnard, pouvez-vous réagir à ce qui a été dit dans la vidéo ? Et, quelles ont les priorités selon le MRJC ?

Simon Besnard, président du mouvement rural de jeunesse chrétienne : Bonjour à tous. Je suis originaire des pays de Loire. J'ai fait des études agricoles. Et, j'ai fait un BTS en animation et développement des territoires ruraux. Je fais du MRJC, mouvement rural de jeunesse chrétienne depuis plus d'une dizaine d'années. J'ai d'abord été animateur, puis responsable départemental, puis progressivement régional et enfin membre du conseil d'administration national depuis 2011. Ce que je retiens de mon engagement militant bénévole en parallèle de mon cursus scolaire, c'est que ça a été une formation tout aussi importante que mes études et largement plus citoyenne. C'est la base de mon propos sur l'engagement des jeunes. Depuis le 1^{er} septembre 2013, je suis président du MRJC au

niveau national. Le MRJC est une organisation de jeunes, c'est-à-dire qu'on est à 100% gérés et animés par des jeunes, j'en suis la preuve. J'ai 24 ans, du local au national. Notre mouvement touche 7 000 jeunes, 500 jeunes responsables en position de décision, en instance décisive, du département au conseil d'administration national et 70 salariés. On est présent dans 50 départements et 16 régions. C'est pour les chiffres. Notre action est principalement locale avec une vie d'équipe. Les jeunes se retrouvent, analysent leurs problématiques et agissent. On organise une centaine de séjours éducatifs par an, des formations politiques notamment autour du décryptage, de la compréhension des enjeux et des formations autour de l'animation avec le BAFA et le BAFD. Je vais vous donner un dernier chiffre avant d'attaquer le vif du sujet. La moyenne d'âge de notre conseil d'administration national pour comparer avec d'autres structures est inférieure à 25 ans. Et, dans nos instances locales, elle est autour de 20 ans. On se plaît à le dire parce que c'est rare dans le paysage associatif d'avoir des conseils d'administration aussi jeunes. Ce parcours est pour moi un parcours d'éducation populaire. Je ne serais pas là sans cette éducation non formelle. A travers mon parcours que je viens de vous baliser, et via la proposition de l'éducation populaire qu'a fait le mouvement à laquelle j'ai adhéré, cela permet de sortir les jeunes des cases dans lesquelles on les met en terme de critères socioéconomiques et de sortir des cases les responsables qu'ils soient politiques ou associatifs. On a souvent honte de la moyenne d'âge et du nombre de mandats des responsables associatifs ou politiques. Pour en venir au vif du sujet, quelles sont mes priorités ? Au MRJC, la priorité jeunesse n°1 est de donner la place aux jeunes. Ça a été dit dans la vidéo où la première chose qui est ressortie est l'expression des jeunes. Donner la place aux jeunes, c'est leur donner un réel pouvoir de décision, les inclure plutôt que de les consulter ce qui est souvent malheureusement le cas, de sortir de l'utilisation des jeunes qui est un terme très pervers, de sortir de l'image jeune pour être dans la prise en compte et la reconnaissance. C'est ce qu'on met en œuvre dans notre projet politique au MRJC. C'est ce vers quoi on tend. Pour moi, ce point est le point de déblocage de la défiance qui existe aujourd'hui entre les jeunes et les institutions parce que c'est un problème de méconnaissance. Qui dit méconnaissance dit fausse représentation. Les jeunes ont une fausse représentation de ce que sont les institutions et les associations et inversement. C'est à partir de là qu'on peut être dans une réelle prise en compte de l'un comme de l'autre. La deuxième priorité que je pourrais donner c'est sur le développement des organisations de jeunesse qui découle nettement de la première priorité. On a besoin d'être inventifs sur la naissance d'organisations de jeunesse. En effet, ces organisations de jeunesse comme le MJRC ont la capacité d'être le pont entre les institutions et les jeunes, de créer ce lien. Un jeune qui fait partie d'une association, qui est formé, qui est structuré, est plus prêt à se confronter à l'inconnu, à aller fouiner dans les institutions, à se confronter aux politiques et à donner son avis. Aujourd'hui le rôle d'une organisation de jeunesse est d'abord de former. Je fais le lien, avec la vidéo puisqu'un jeune a parlé de la formation et de la culture. Ça en fait partie. Le rôle numéro 1 d'une organisation de jeunesse est de former les jeunes pour avoir la capacité de représentation qui est assez compliquée en soi, pour avoir un positionnement collectif, c'est-à-dire d'avoir avant une concertation et un échange d'avis, pour se forger soi-même son avis, pour avoir une conscience politique. On n'apprend pas forcément ces choses à l'école. L'organisation de jeunesse permet d'avoir une capacité de s'engager dans d'autres lieux, dans d'autres structures. Je vais l'illustrer avec un fait d'actualité. Le FFJ, forum français de la jeunesse, a été créé il y a un peu plus d'un an. Le MRJC est l'un de ses acteurs. L'idée de regroupement est de faire du lien entre les organisations de jeunesse, entre les institutions, entre les partenaires du monde civil ou associatif ou politique quel qu'il soit. L'idée est de donner une réelle place à la jeunesse là-dedans et de pouvoir à terme développer le forum français de la jeunesse en forums régionaux de la jeunesse. Cela, j'imagine, concerne plusieurs d'entre vous. Un dernier mot sur l'actualité en ce sens. L'ouverture aux jeunes des CESER, qui est un point d'actualité, pourrait permettre à des organisations de jeunesse de renforcer leur rôle de pont, comme je le disais tout à l'heure, entre les jeunes et les institutions. Pour autant, ce qui se passe aujourd'hui dans ces renouvellements est plutôt pitoyable. Les jeunes sont loin d'être considérés et reconnus dans ces renouvellements. Ils entrent plutôt pour diminuer la moyenne d'âge, pour être les garants de la politique et pour augmenter le nombre de femmes. Ce n'est pas ce qu'on porte comme je le disais dans la priorité numéro 1. Le dernier point soulevé dans la vidéo sur l'épanouissement est aussi en lien avec ça. On ne vient pas nous chercher pour ce qu'on peut apporter. C'est ce qui est dommage. La dernière priorité qui fait le lien avec le reste est l'engagement. Pour nous MRJC, l'engagement doit être facteur d'insertion socioéconomique des jeunes, c'est-à-dire qu'on ne doit pas penser l'insertion sociale des jeunes et l'insertion économique que par le travail ou que par l'emploi. Aujourd'hui, c'est souvent ce qu'on reproche. Pour nous, l'engagement bénévole a aussi sa place dans l'intégration sociale. Pour ça, la mesure qu'on porte est de mettre en place une allocation d'émancipation qui permettrait à chaque jeune d'être autonome à 18 ans. Qui dit autonomie dit

limitation des inégalités entre les jeunes qui se créent souvent à ce moment-là de la jeunesse, c'est-à-dire à la période de transition, entre les études et la vie professionnelle, la période de transition entre le foyer parental et la création de son foyer autonome. Je retouche à un certain nombre de points de la vidéo notamment concernant l'orientation, le logement et la formation. Pour nous, cette allocation doit permettre un accès à la formation et à l'éducation tout au long de la vie. En effet, on ne sort pas de l'école à 20 ans ou 22 ans ou 25 ans avec l'ensemble de son bagage pour toute sa vie. La notion tout au long de la vie est très importante pour nous. Cette allocation doit permettre le test, l'expérimentation puisque la jeunesse est aussi pour nous un espace à investir pour s'essayer, pour aller voir ailleurs, pour voyager, pour s'essayer à des métiers même si ce n'est pas nos études. C'est un espace à investir pour créer le reste de sa vie. Je fais le lien avec ce moment-là et cette mise en place d'une allocation pour permettre l'émancipation dans tous les sens. Il faut arrêter d'imaginer des dispositifs dans tous les sens dont tout le monde se fout. Les jeunes s'engagent quand ils sont poussés par des pairs et pas quand il y a des dispositifs alléchants, ou en tout cas moins, et quand ils seront considérés comme des acteurs de droit. Pour nous, être consultés c'est une chose, avoir le droit de vote c'en est une autre, avoir le droit de choisir, d'être considérés comme un être de droit et pas comme un problème. Pour prendre un autre exemple d'actualité, la garantie jeune est un très bon exemple dans ce sens. C'est un nouveau dispositif qui regarde encore les soucis d'emploi des jeunes alors que le vrai problème pour nous dans la société n'est pas l'emploi, mais le travail. La nuance que je fais est que l'emploi est individuel, on va donner des sous à un jeune pour qu'il trouve un emploi alors que, pour nous, aujourd'hui le problème est de reconsidérer le travail dans notre société, de reconsidérer le marché du travail, c'est-à-dire comment on en crée comment on le répartit sur les territoires. J'en viens à ma conclusion. La spécificité de la jeunesse dans le monde du travail a besoin d'être accompagnée, d'être dans un cadre sécurisé. C'est pour ça qu'au MRJC pour reprendre les différents termes de la vidéo dont l'orientation, le logement, l'accès à la culture, la formation, je squizze le plus de contrôle qui me gêne un peu, l'épanouissement personnel, on travaille sur la mise en place de lieux structurants en milieu rural qu'on appelle les fabriques du monde rural qui sont des lieux de possible, des lieux d'engagement, des lieux d'investissement, des lieux d'expérimentation, des lieux de test, des lieux de décision, des lieux 100% gérés et animés par des jeunes.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : Merci. On va donner la parole à Florian Santinho. Je vous propose d'avoir un temps d'échanges avec la salle après votre présentation et avec les deux jeunes de la mission locale qui ne représentent pas de mouvements de jeunesse en particulier, mais qui peuvent avoir un regard pour nous dire s'ils se retrouvent ou non dans les priorités évoquées par les deux autres intervenants.

Florian Santinho, secrétaire général des jeunes forces démocrates : Bonjour à toutes et à tous. Merci au conseil général d'avoir pris le temps de nous écouter que ce soit les différents jeunes qui sont mentionnés tout au long de ces débats et de ces trois jours de ces réflexions ainsi que les responsables des mouvements politiques jeunes. Je ne vais pas m'attarder sur le constat que vous connaissez mieux que quiconque. En effet, vous êtes des professionnels et des élus de la jeunesse. Quotidiennement, vous êtes confrontés aux enjeux de la jeunesse, aux difficultés que les jeunes rencontrent. C'est pour cela que je pense, à la manière de Simon, apporter un message plus volontariste. On entend beaucoup dire que les jeunes c'est compliqué, c'est difficile. Mais, il y a également des jeunes qui réussissent. Les jeunes ont envie de réussir. Aujourd'hui beaucoup de jeunes ne seraient pas là s'ils n'avaient pas envie de réussir. Il faut porter un message volontariste. Je vais essayer d'être concis parce que le repas a été assez copieux. Si vous faites une sieste parce que je fais un laïus assez long, ce serait préjudiciable pour tout le monde. Donc, je vais essayer d'être le plus bref possible. Les JFD sont un mouvement jeune qui a moins d'un an, qui est une composante de l'UDI de Jean-Louis Borloo. On est présent dans toute la France. On a un peu moins d'adhérents que mon camarade. On est environ 1 700 en France. Les Jeunes forces démocrates ont réfléchi à ce que sont les priorités des jeunes. On s'est réuni et on m'a transmis 25 pages en me disant que les priorités des jeunes étaient partout. En 15 minutes, il va être difficile d'avoir des réponses et une solution exhaustive sur tous les positionnements. Il m'a paru intéressant également d'écouter le discours de nos aînés qui disent souvent que c'était mieux avant. Avant, c'était avant. A un moment ou à un autre, il faut se projeter dans l'avenir. Quand on est jeune « c'était mieux avant » ne nous parle pas parce qu'on n'y était pas. On remarque que « c'était mieux avant », c'était une autre période. Cette période-là, c'était entre autres le plein emploi. On remarque que lorsqu'on n'a pas d'emploi, il est difficile de trouver un logement. Lorsqu'on n'a pas de logement, c'est difficile de construire son avenir et de bâtir des fondations solides que ce soit de fonder un foyer ou

tout simplement de s'épanouir personnellement avec indépendance. Une jeune fille a parlé d'indépendance, de prendre son indépendance. La jeunesse doit pouvoir prendre son envol. La responsabilité des acteurs publics et la volonté des jeunes est de pouvoir tôt ou tard prendre leur indépendance. On a centré une réflexion sur l'emploi d'autant plus que la situation économique de notre pays n'est pas des plus réjouissantes. Le taux de chômage des jeunes est de 25% pour les 15/24 ans. C'est la population la plus touchée et la plus vulnérable, on l'a vu ce matin. Il faut se poser des questions simples. C'est comment permettre à ces jeunes de réussir à s'épanouir dans une situation économique difficile. Est-ce que c'est de la responsabilité de l'Etat ? Est-ce que c'est de la responsabilité des jeunes parce qu'il faut aussi se responsabiliser soi-même ? Est-ce que c'est de la responsabilité des entreprises ? Il n'y a pas de bonnes ou mauvaises réponses. La responsabilité est commune. Elle est sociétale. C'est pour ça qu'avec les jeunes forces démocrates on a souhaité parler des initiatives qui fonctionnent parce qu'il y a des jeunes qui réussissent très bien. Encore aujourd'hui, certains on pu le voir dans la presse. Une start-up française portée par des jeunes entrepreneurs français a été primée comme la meilleure start-up mondiale. Cela met en évidence qu'en France il y a des talents. En effet, on parle souvent des jeunes qui ne réussissent pas, mais il y en a qui réussissent et c'est important d'en parler. C'est pour ça qu'on souhaitait parler des initiatives des jeunes. Trop souvent, les jeunes manquent de confiance. C'est une réalité. On manque de confiance parce qu'on ne nous fait pas suffisamment confiance également. Ça va de pair. Notre logique était de nous dire pourquoi ne pas inciter les jeunes à entreprendre dans l'entrepreneuriat, dans l'emploi, dans l'engagement politique, entreprendre dans l'engagement associatif au lieu de mettre des freins. Simon l'a dit à juste titre. Il faut que les jeunes puissent avoir une expérience tout au long de leur existence. Il n'y a plus un cheminement type où vous êtes étudiant, puis vous trouvez un premier travail, puis vous vous réorientez. Aujourd'hui, dans notre société, les changements sont présents, la mondialisation également. Les frontières sont quasiment inexistantes. Les moyens de communiquer nous dépassent. Il faut que les jeunes arrivent à trouver leur place dans cette société qui est en plein mouvement et qui va très vite. L'emploi était un élément important. On a regardé ce qui se fait à l'étranger, par exemple sur le campus de Stanford. C'est dommage que nos universités ne le fassent pas. Ils essayent de favoriser l'entrepreneuriat en accompagnant les jeunes pendant la formation universitaire et ensuite. Le problème en France est que pendant que vous êtes à l'université tout va bien et au moment où vous en sortez vous devez vous débrouiller pour trouver un travail tout seul ou éventuellement entreprendre tout seul. Entreprendre en France, c'est compliqué parce que les démarches administratives sont le parcours du combattant. Deuxièmement, trouver un emploi n'est pas simple. Aujourd'hui on est dans une succession de jobs précaires, de missions intérim, de CDD. La jeunesse a du mal à construire et à se projeter dans l'avenir alors que les fondations et le socle pour pouvoir s'épanouir eux sont un peu bancals ou pas suffisamment présents. Donc, on s'est basé sur ce qui se faisait à l'étranger. Ça n'est pas du tout reproduit en France et ça ne pourra pas être reproduit de la même manière. Stanford a une cellule, on avait proposé de l'appeler la cellule intrinsèque, à vocation à donner aux jeunes l'envie d'entreprendre pour ceux qui le souhaitent. En effet, il est dommage que 36% des jeunes Français considèrent qu'ils n'ont pas les compétences pour entreprendre. Je n'ai pas l'impression qu'un Français soit plus stupide qu'un Américain. Aux Etats-Unis, 56% ont confiance en leurs capacités d'entreprendre. Je pense qu'il faut donner confiance aux jeunes. Les universités sont là pour donner la main. Il ne faut pas qu'elles fassent le travail des jeunes, mais qu'elles les accompagnent et leur donnent la main. Et, éventuellement, on pourrait mettre en place au sein des universités un pôle entrepreneuriat pour accompagner les jeunes à entreprendre. En effet, on ne doit pas uniquement entreprendre lorsqu'on sort d'une grande école comme HEC ou une autre école de commerce. Il y a des ingénieurs, il y a des personnes qui ont une formation professionnalisante qui pourraient créer des commerces. N'oublions pas que le premier employeur de France, ce sont les artisans. Il y a vocation à repenser la formation et la place de l'entrepreneuriat en France avec éventuellement à la manière de Stanford d'accompagner les entrepreneurs. Depuis 1930, ils le font. Aujourd'hui, c'est l'équivalent de 40 000 entreprises, c'est l'équivalent de deux mille milliards de dollars de personnes qui ont osé se lancer parce que le système américain éducatif les accompagnait jusqu'au bout. Pourquoi ne pas repenser cela ? Et, éventuellement le système de financement en France. On en parlait ce matin. Le problème est que les partenaires privés sont assez réticents. Les financements publics, à un moment ou à un autre, ne suffisent pas. Il y a des systèmes comme les financements collaboratifs. Il faudrait peut-être repenser un système de fiscalité plus attrayant pour les jeunes, c'est-à-dire que la jeunesse doit être un investissement. N'oublions pas qu'il faut investir sur la jeunesse parce qu'un jeune s'épanouit en 10, 15, 20, 30 ans. Peut-être que si on mise sur les bonnes personnes aujourd'hui, on aura peut-être les décideurs associatifs, les décideurs syndicaux, les décideurs du monde de l'entreprise. Pourquoi ne pas donner dès le départ confiance aux

jeunes et les reconsidérer comme l'a dit Simon. La deuxième thématique qui nous paraît importante est la formation et l'enseignement. Une jeune fille en parlait. Un chiffre parle de lui-même, 150 000 personnes quittent chaque année le système scolaire sans diplôme. Et, une personne sur trois abandonne sa licence. Le problème n'est pas que les gens n'y arrivent pas ou soient incompetents, c'est un problème, et là je rebondis sur ce que la première personne a dit, d'orientation. On a également stigmatisé la voie professionnalisante. L'apprentissage dans l'esprit des gens, dans la société et la culture française, c'est pour ça qu'il doit y avoir une révolution des mentalités, n'est pas valorisé. Les emplois manuels sont considérés comme moins bien payés dans l'esprit des gens. Les sondages et les statistiques en parlent. La société française jure davantage par les diplômes que par les compétences. Ce matin, les intervenants étaient convaincants dans leur argumentation. Ils disaient qu'aujourd'hui des personnes, par leur mode de vie, leur expérience personnelle ont largement les compétences, mais n'ont pas nécessairement le diplôme. Donc, se pose la question de revaloriser les compétences et plus uniquement les diplômes. Chez nos voisins autrichiens par exemple, 80% des jeunes se réorientent vers une filière professionnelle. En France, on est à 20%. Cela montre bien que les jeunes n'osent pas aller vers l'apprentissage parce que dans la culture française l'apprentissage est la voie de garage. Or, aujourd'hui, on pourrait faire de l'apprentissage une filière d'excellence si dans l'esprit des Français on avait arrêté de stigmatiser l'apprentissage et le travail manuel. L'autre point est de réintégrer les entreprises dans le système des formations même dans les lycées. En effet, la séparation est trop étanche entre l'université, le lycée, entre le monde de l'enseignement et le monde de l'entreprise. N'oublions pas qu'on fait des études pour trouver un travail. Je suis choqué que certaines universités continuent à ouvrir des disciplines et des enseignements en sachant qu'ils n'ont pas de débouchés. A l'inverse, des entreprises qui recrutent n'arrivent pas à trouver de jeunes parce qu'on ne valorise pas certaines filières. Il y a un vrai problème au niveau de l'enseignement, de l'orientation et de la place de l'enseignement dans l'épanouissement des jeunes. Je travaille professionnellement dans la question du logement. Il y a un véritable enjeu national, mais les solutions ne sont pas au niveau national mais au niveau local. On transmet, au niveau des compétences territoriales, l'urbanisme aux municipalités. Mais, le logement reste une compétence de l'Etat. Or, se pose la question des diversités de chaque territoire. L'agglomération parisienne n'a pas les mêmes contraintes par exemple que l'agglomération angevine. A un endroit on n'a pas assez de logements et à l'autre des logements sont vacants. On ne peut pas faire une politique nationale sur le même plan alors que les diversités de situation sont importantes. C'est pour ça que nous Jeunes forces démocrates, on prône une décentralisation des compétences du logement et du financement des logements. C'est bien beau de transmettre les compétences aux collectivités, si derrière, il n'y a pas les financements, on n'avance pas. L'objectif est de revoir la question du logement au niveau d'un prisme local, bien entendu pour les primo-accédants, des logements étudiants. Pour conclure, un vrai message qu'on adresse à nos responsables politiques et associatifs, c'est d'avoir confiance en la jeunesse. Si les jeunes se désintéressent de la politique, c'est que trop longtemps la politique s'est désintéressée de la jeunesse. Il ne faut pas s'étonner d'une situation qu'on a provoquée. A la manière de Simon, on souhaiterait que les jeunes soient pleinement acteurs de leur destin. C'est bien d'avoir des conseils municipaux jeunes, mais il serait encore mieux d'avoir des jeunes conseillers municipaux. Leur faire confiance, leur donner un pouvoir décisionnaire, leur donner les compétences de pouvoir changer les choses. C'est bien de les écouter, mais c'est encore mieux de leur donner les moyens de s'exprimer et d'être les acteurs de leur destin. C'est pour cela qu'avec les Jeunes forces démocrates on considère que les jeunes ont vocation à être un moteur économique, un moteur politique de notre pays et que c'est la responsabilité des élus, des acteurs et de nos aînés de leur construire un boulevard pour réussir.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : Merci. On va donner la parole à Florian et à Marine. On a parlé d'accès à l'autonomie, de logement, d'insertion, d'emploi, de formation. Vous retrouvez-vous dans ces thématiques ? Pouvez-vous nous expliquer votre parcours et ce que sont vos priorités ? Ensuite, on échangera avec la salle.

Florian Doillet, jeune de la mission locale de Vichy : Bonjour à tous, bonjour à toutes. Je m'appelle Doillet Florian. J'ai 24 ans. J'ai un BEP électronique et une première année de bac pro systèmes électroniques numériques. Je suis originaire du nord de la France. Ça fait six ans que j'habite dans les alentours de Vichy. Je suis parti dans le secteur de la vente. Je suis passé par beaucoup de stages, des périodes d'orientation. J'ai eu du mal à trouver du travail. Déjà je n'avais pas le diplôme qu'il fallait. Après se posait la question du logement, du permis de conduire, et surtout du travail. La première chose que j'ai faite en arrivant ici a été de m'inscrire à Pôle emploi. Pôle emploi m'a orienté vers la mission

locale qui me suit depuis un certain temps. La mission locale nous propose beaucoup de solutions dont actuellement un atelier d'orientation qui nous permet de nous réorienter dans un nouveau domaine. On est dans un groupe avec dix jeunes et trois personnes qui s'occupent de nous. Il y a un psychologue, quelqu'un de la mission locale et une personne qui s'occupe du bassin des entreprises aux alentours de Vichy et un peu partout. On cherche des solutions. On regarde ce dont on a besoin. Actuellement, des jeunes qui sont avec nous faisaient de la peinture et veulent partir par exemple dans le social. On essaye de trouver des solutions pour savoir s'il serait plus intéressant de faire des formations ou de faire un bac pro ou de l'alternance. On y réfléchit. On va à la rencontre de certains employeurs. On se déplace. On pose des questions. Demain, on va poser des questions sur les domaines où on a été orientés et qu'on a choisis. On en avait deux. Pour ma part, c'est la vente. Je vais davantage cibler la vente en décorations, donc aller à la rencontre d'entreprises comme la Maison du monde ou des hypermarchés, la grande distribution.

Marine Pénin, jeune de la mission locale de Vichy : Bonjour. Moi, c'est Marine. J'ai 25 ans. Mon parcours est assez différent de celui de Florian. J'ai un niveau bac pro en service accueil. J'ai arrêté les cours parce que ça ne me plaisait pas du tout. Par choix personnel, j'ai décidé de construire une famille avant de m'orienter professionnellement. Maintenant que c'est réalisé, je suis vraiment à la recherche d'un emploi dans ce que j'aime faire. Aujourd'hui, je suis à la mission locale pour trouver ce qui m'intéresse et toutes les solutions possibles pour m'orienter dans le domaine du tourisme, tout ce qui est social. C'est vraiment ce qui m'intéresse. La mission locale est mon dernier recours parce qu'ici on est très mal orienté. On nous lâche à la fin des études. On est livrés à nous-mêmes. La mission locale apporte beaucoup de choses. Ça fait deux semaines qu'on est en atelier pour trouver une formation. On a appris beaucoup sur nous-mêmes. Ça nous permet d'avancer dans notre projet personnel.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : En échangeant à midi, tu me disais que votre objectif était bien sûr de trouver un emploi, mais qu'il y avait d'autres problèmes à régler, d'autres questions qui intervenaient avant. Tu m'as parlé de la mobilité, du logement.

Florian Doillet, jeune de la mission locale de Vichy : Pour la mobilité, on sait qu'avec la mission locale on va avoir un soutien financier. La carte jeunes nouveau monde permet d'aider les jeunes à financer une partie de leur permis de conduire à partir de 12 heures de conduite. C'est important de le préciser. Il y a aussi l'orientation. Je veux préciser que j'ai deux enfants. J'ai aussi voulu avoir une famille et avoir du travail. J'ai voulu tout faire en même temps ce qui n'a pas été simple. Je n'ai pas été bien orienté dès le départ. Ça n'a pas été une question de notes, mais ça a été des choix pas judicieux qui ne m'ont pas permis d'avancer correctement. J'ai fait un peu les choses à l'envers. La mission locale est l'une des dernières chances. Mais, beaucoup de choses existent autour de nous qu'on ne connaît pas toujours. Pour nous et pour tous ceux qui vont à la mission locale, ça permet d'avoir des adresses, des emplois davantage ciblés pour les jeunes pour avancer. Pour le logement, sans argent, c'est un peu compliqué. Pour moi, j'avais l'assistante sociale qui pouvait aider aussi. Beaucoup de monde pense qu'aller voir une assistante sociale, ce n'est pas valorisant, que c'est un peu une honte alors que ce n'est pas du tout le cas.

Marine Pénin, jeune de la mission locale de Vichy : Ensuite, on revient aux mêmes problématiques qu'ils ont énumérées tout à l'heure. On se retrouve dans le discours des deux intervenants.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : On peut poursuivre avec des questions de la salle. Vous vouliez entendre des jeunes et échanger avec eux. Vous retrouvez-vous dans les discours tenus autour de cette table ? Y a-t-il des questions ?

Sabine, mission locale de Moulins : Pour la personne des jeunes chrétiennes, je voudrais revenir sur la différence que vous faites entre emploi et travail. Et, je voudrais savoir si les deux personnes engagées volontaires sont en emploi actuellement.

Philippe Denis, Conseil général de l'Allier : En vous entendant, il n'y a pas dans l'analyse des priorités et des réponses tellement de convergences entre vous-même si elles peuvent apparaître évidentes. Quand on décrypte un peu, ce n'est pas tout à fait les mêmes façons de voir les choses. Pour ne prendre que les deux premiers mouvements qui se sont exprimés, l'un évoque une allocation d'émancipation universelle qui touche l'ensemble des jeunes pour leur permettre d'avoir une capacité à

s'autonomiser, à devenir indépendants. Et, dans l'autre version, c'est l'entrepreneuriat à l'anglo-saxonne qui est mis en avant. Même s'il y a des valeurs qui se recoupent, il y en a aussi qui sont complètement différentes. Ça m'intéresserait qu'il y ait ce débat entre vous sur la question de besoins couverts par quelque chose d'universel ou au contraire chacun se débrouille avec certes un accompagnement, mais dans un monde où c'est chacun pour soi, où certains vont réussir et d'autres pas. Ce n'est pas tout à fait les mêmes visions. Il me semble important d'avoir un échange aussi là-dessus pour que n'apparaisse pas l'idée que tout ce que les jeunes expriment au travers de leurs mouvements serait convergent. Non, il y a aussi des regards divergents.

Valérie Thérain, ville de Cergy : Vous avez évoqué l'idée que ce n'était pas tant à cause de la mise en place de dispositifs d'accompagnement que vous avez eu envie de vous engager, mais que ça vient plutôt de rencontres entre des pairs. Qu'est-ce qui a fait que tous les deux vous avez eu envie de vous engager ? Est-ce une culture personnelle, ou pas du tout, des rencontres ? Quel a été le déclic pour vous deux ?

Simon Besnard, président du mouvement rural de jeunesse chrétienne : Dans l'ordre, la différence que je fais entre emploi et travail. Pour moi, l'emploi est la question d'une personne. Le travail est la question de la société. La définition que je donne est un peu réductrice au premier abord. Je donne cette nuance-là parce que les dispositifs traitent l'emploi au cas par cas, filière par filière, zone par zone. Ce n'est pas une logique de réflexion globale sur le travail comme moyen d'épanouissement, de ressources financières. On considère l'emploi, c'est-à-dire que chaque personne doit avoir un emploi. Aujourd'hui, on doit considérer qu'on a une certaine masse de travail en France, qu'on a un potentiel de développement de la masse de travail qui est de tant, qu'on a tant d'unités de travailleurs, comment on s'arrange pour répartir la masse de travail pour réussir à avoir des revenus qui couvrent les besoins de chacun et avoir une émancipation. Le travail n'est pas juste une ressource financière. C'est souvent lié à la notion d'emploi. Il y a beaucoup de dispositifs pour le retour à l'emploi des jeunes et le premier emploi est un travail quel qu'il soit, que ça leur corresponde ou pas, peu importe. La société ne se pose pas ces questions. Elle veut faire travailler les jeunes pour faire baisser le chômage. On ne pose pas la question individuellement ou des zones sensibles. C'est plutôt le travail dans la société qui a des marges de progrès et de répartition quel que soit le secteur. C'est la différence que je fais.

Sabine, mission locale de Moulins : Quelle est pour vous la priorité ? Le travail ou l'emploi ?

Simon Besnard, président du mouvement rural de jeunesse chrétienne : C'est le travail.

Sabine, mission locale de Moulins : C'est un peu contradictoire avec l'accompagnement.

Simon Besnard, président du mouvement rural de jeunesse chrétienne : Je n'ai pas été clair. Je vais essayer de reformuler. Ce qui est important n'est pas tant d'avoir un travail ou un emploi. Pendant deux ans, jusqu'à juin, j'étais salarié à tiers temps et à côté j'étais bénévole dans des associations. Pour Pôle emploi qui m'accompagnait, je devais chercher un emploi à temps plein pour faire diminuer le chômage, pour rentrer dans les normes sociales. Ce n'est pas ce que je veux pour la jeunesse. Je me suis éclaté pendant deux ans parce que j'avais un tiers temps qui me suffisait financièrement dans lequel je m'épanouissais et qui me permettait à côté de faire d'autres choses, d'aller dans les associations. C'est ce que je disais dans mon parcours, au début. C'est pareil quand on est à l'école. La complémentarité entre école et éducation informelle, la complémentarité entre le travail et le reste de la vie. C'est l'épanouissement qui est important dans la mesure où les besoins financiers sont couverts. C'est une logique de penser le travail plutôt que de penser emploi. Ma situation professionnelle : je suis salarié à temps plein du MRJC. Ça peut paraître très bizarre en étant président. On n'a pas en tant qu'organisation de jeunes de statut qui nous permet d'être responsables de notre association, d'y passer du temps suffisamment. Il n'y a pas de statut du jeune responsable associatif. Cela fait qu'on a beaucoup d'instances associatives au niveau national qui sont dirigées par des retraités. Il faut parler clairement. Les retraités ont de l'argent qui rentre tous les mois. Je ne le remets pas du tout en cause. Mais, ils ont le temps pour prendre une responsabilité dans une association nationale. On revendique un statut du jeune responsable associatif qui nous permettrait de ne pas être borderline de la loi, d'être salarié et responsable associatif. Je suis salarié à temps plein du MRJC. Sur la différence de discours entre Florian et moi, je suis bien d'accord qu'on n'est pas d'accord. Je suis en partie d'accord sur ce que tu disais sur l'entrepreneuriat. Je suis d'accord qu'il faut inciter les jeunes à entreprendre que ce soit dans

le milieu de l'entreprise, dans le milieu politique ou dans le milieu associatif. Par contre, je mets un point de vigilance tout de suite en disant de faire attention à ne pas tomber dans le « tous entrepreneurs », « tous patrons » ou « tous créateurs d'entreprise ». C'est un leurre de dire qu'aujourd'hui on est tous capables de créer une entreprise. Oui, certainement. Est-ce que c'est souhaitable ? Non, certainement pas. Ça revient à ce que je disais tout à l'heure sur la nuance entre travail et emploi. Oui, c'est bien que des jeunes créent leur entreprise. Oui, c'est bien qu'elle soit reconnue et que ça fonctionne. Par contre, est-il souhaitable qu'on soit tous chefs d'entreprise ? Non. Je serai peut-être un jour chef d'entreprise. Peut-être serai-je cogérant d'une entreprise parce que, à côté, j'ai envie d'avoir une famille, parce que, à côté, j'ai envie d'avoir des responsabilités. Cela en vient à dire que la logique anglo-saxonne d'entrepreneuriat a sans doute des bons côtés, mais elle a aussi beaucoup de mauvais côtés, je pense. En effet, je fais toujours le lien avec émancipation, avec plaisir de vivre. Pour moi, le travail et l'entrepreneuriat, c'est une forme, une partie de la vie, c'est un des lieux dans lequel s'engager. On pourra en rediscuter. La dernière question de madame porte sur ce que je disais au sujet de la rencontre des pairs qui nous pousse à nous engager. Si on discute entre nous, on va davantage s'attirer vers ce qu'on fait entre jeunes, entre pairs, vers un modèle, vers une association, vers une soirée que vers un super colloque le Neuj'pro sur l'engagement des jeunes, sur la participation, la politique des jeunes. C'est très bien. On en a besoin pour les responsables sauf que les jeunes en tant que tels ce n'est pas ça qui va leur dire de s'y mettre, de se présenter sur une liste aux élections municipales. C'est le travail entre pairs à tous les niveaux. Ce n'est pas juste pour les jeunes. Ça marche entre catégories socioprofessionnelles. On est davantage attiré par ce que font nos pairs. Ce qui m'a poussé à m'engager, c'est d'avoir été reconnu. J'ai mis un pied dedans et on m'a reconnu pour ce que j'ai fait. On m'a valorisé. On m'a dit de continuer. On m'a formé. On m'a donné les clefs pour que j'arrive, c'est une expression que je n'aime pas, à gravir les échelons. On avance avec des clefs qu'on nous donne. Pour autant, on n'était que des jeunes dans le conseil d'administration. Pour mon premier conseil d'administration, je n'y connaissais rien. J'avais 16 ans. Je débarque. La première question est qu'il n'y a plus de sous et qu'il faut virer un salarié. Ça fait drôle. Heureusement qu'il y a un cadre collectif. C'est un des éléments qui est très important pour l'engagement. Et, je vois que d'autres ont un an, deux ans d'expérience et y arrivent, qu'ils ont été formés. Je me sens reconnu pour ce que j'apporte. Je me sens valorisé, donc je m'engage, donc je continue.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : Florian Santhino, peut-être pouvez-vous répondre à la question de vos divergences de discours ?

Florian Santinho, secrétaire général des jeunes forces démocrates : Il y a bien entendu des divergences sinon on serait tous les deux dans le même mouvement. Je voudrais revenir sur la question de l'entrepreneuriat version anglo-saxonne. Le but de mon exposé était de dire qu'il ne faut pas freiner les jeunes. Lorsqu'ils veulent entreprendre, on doit leur donner la possibilité d'entreprendre, leur donner les moyens d'entreprendre. Notre société a la peur de l'échec. Mais, échouer arrive à tout le monde. Professionnellement, on rencontre tous un jour un échec. Dans sa vie personnelle, on rencontre tous un jour un échec. Il ne faut pas déifier l'échec en disant que c'est risqué. Effectivement, il y a des risques. Et, il faut sécuriser un minimum. C'est pour ça que l'entrepreneuriat est un système d'accompagnement. Une des deux personnes tout à l'heure a insisté là-dessus. Elle a dit qu'on l'avait lâchée ensuite, qu'elle avait sa formation, son cycle universitaire qu'on lui avait donné les connaissances et qu'ensuite on l'avait lâchée. Il y a un problème d'orientation. C'est pour ça qu'ensuite j'ai insisté là-dessus en disant qu'il y avait un travail d'orientation et d'accompagnement. Mais, la première priorité est l'emploi. Notre vision au sein des Jeunes forces démocrates est de se dire, Florina et Marine l'ont dit également, que si on n'a pas d'emploi, dans la vie il est difficile de trouver un logement, de s'installer confortablement et d'avoir une situation solide. La priorité est l'emploi, pas sur le modèle anglo-saxon. L'objectif n'est pas de laisser ceux qui ne réussissent pas. Il faut des minima sociaux, il faut des protections parce que les personnes les plus vulnérables sont les jeunes. Martin Hirsch n'a pas pu instaurer le RSA pour les jeunes à cause d'une question financière. Il y a une vraie question à se poser. Pourquoi protégerait-on davantage une autre classe d'âge et pas les jeunes ? Le principe d'égalité dans notre république est que l'on doit protéger autant les jeunes que les personnes retraitées, que les personnes en activité. La deuxième question portait sur ce que je fais dans la vie. Je m'occupe d'un groupement immobilier. Sur la question de l'engagement, j'ai été très réticent, je n'ai pas voulu m'engager en politique au début. J'ai commencé à 16 ans dans le milieu associatif parce que j'étais convaincu que les partis politiques étaient tous pourris. Personne dans ma famille ne fait partie d'un parti politique. Personne n'était très politique. On me disait que c'était tous des salauds et que je

ne devrais pas y aller. Je me suis dit que c'était risqué et que j'allais commencer par le milieu associatif. En effet, dans l'opinion publique le milieu associatif est beaucoup mieux vu que le milieu politique. On avait créé une association qui s'appelait Démocratie angevine. On est tous les deux angevins, mais on ne l'a pas créée ensemble. Avec la naïveté de la jeunesse, on avait 16 ans, il y avait toutes les sensibilités, de gauche, de droite, du centre, on se fichait des sensibilités politiques. On voulait rencontrer les Angevins. On venait avec notre table dans la rue, on rencontrait les gens et on faisait un cahier de doléances. Les gens nous disaient ce qu'ils voulaient voir changer. C'était souvent des problèmes de voirie. Les gens sont assez nombrillistes mine de rien parce qu'à chaque fois c'était la crotte de chien à côté de chez eux. Un jour, on va à la mairie, avec notre cahier, tout fiers. Tout le monde nous dit que nos propositions sont supers. Le maire a dit que ça ne servait à rien, qu'il n'en avait rien à faire et d'aller nous coucher. On a beau être citoyens, être jeunes et pleins de volonté, les gens n'ont rien à faire de ce qu'on dit. Le seul moyen est le rapport de forces. Il y a des règles du jeu. En politique, il y a des règles du jeu. Quand vous faites partie d'un parti politique, vous essayer de gagner. C'est la conquête. On en a parlé ce matin. Lorsque vous être présents ensuite vous pouvez changer les choses. Tant que vous n'êtes pas aux manettes, tant que les jeunes n'ont pas les pouvoirs décisionnaires et ne font pas partie des organes de décision, avec toutes les bonnes volontés du monde beaucoup d'élus, s'ils ne sont pas de bonne consistance et s'ils n'ont pas d'intérêt politique derrière, ne prendront pas les décisions. On s'en est rendu compte à l'échelon local. On s'est dit qu'on allait avoir un engagement politique. C'est pour ça que certaines personnes qui étaient dans l'association que je présidais sont allées au MJS, d'autres à l'UMP, d'autres à l'époque à l'UDF. On a tous porté nos convictions avec la même volonté. On se côtoie encore et on travaille encore ensemble en défendant les intérêts collectifs des jeunes. On voit les divergences, mais il faut aussi voir les convergences. La première de nos convergences est de reconsidérer la place de la jeunesse dans la vie politique française.

Thierry Buffetaud, communauté d'agglomération du Libournais : Je pensais à ce qu'on a essayé de mettre en place depuis les années 90 sur la participation des jeunes par le biais des conseils municipaux de jeunes, d'enfants, l'apprentissage de la citoyenneté, comment faire en sorte que les enfants et les jeunes soient acteurs de la vie de la cité. Dans tous les dispositifs, à part ceux qui naissent depuis deux ou trois ans où il y a des formes de participation de toutes catégories de jeunes, on s'est rendu compte que ceux qui rentraient dans les dispositifs sont souvent, excuse-moi l'expression, les premiers de la classe. J'avoue que je me demande si ces dispositifs ont eu des résultats. Il m'arrive de retrouver des jeunes qui ont participé à des expériences il y a dix ou quinze ans qui ne sont pas plus impliqués que ça dans la vie citoyenne. Mais, ils ont un bon souvenir des expériences. J'ai envie de vous demander à vous qui avez l'air fortement impliqués, qui dites très bien les choses, qui me rappelez les premiers de la classe, si ces dispositifs sont utiles. Pensez-vous que ça permet à certains qui n'ont pas la culture, qui n'ont pas la possibilité d'accéder à ces systèmes de démocratie, de pouvoir, tout ce qu'on peut en dire ? Ce que prônent les politiques jeunesse sur ces questions-là vous paraît-il utile ?

Isabelle Raynaud, maire-adjoint à la jeunesse et à la citoyenneté à la mairie de Lisieux : Je voudrais réagir à ce que vient de dire monsieur. Après la parole sera aux jeunes. Je suis maire-adjoint à la jeunesse et à la citoyenneté à Lisieux depuis deux ans. Il y a dix ans, je n'avais jamais touché à la politique. J'avais plutôt un parti pris comme Florian, les partis politiques sentent mauvais. On est venu me chercher. C'était au moment où il fallait trouver des femmes. Il y avait un intérêt. A ce moment-là, mes enfants étaient tout petits. J'ai dit OK. Je n'étais pas dans un parti. Ma sensibilité n'était pas forcément du groupe qui est venu me chercher. Donc, j'ai dit les choses comme elles étaient et j'ai dit que j'avais un intérêt pour la jeunesse. On m'a donné dès le départ une délégation à la jeunesse comme conseillère municipale. On m'a demandé de monter un conseil municipal de jeunes. Je me suis dit que c'était bon enfant. Pour répondre à la question de monsieur, je pense que ça va dépendre de l'élu qui porte. Là, c'était moi qui étais en charge de porter la création de ce conseil municipal de jeunes. Je me suis retrouvée dans une équipe Divers droite qui remplaçait Yvette Roudy qui avait été parachutée à Lisieux. C'était la gauche depuis deux mandats. Elle avait nommé elle-même un délégué à chacun de ses mandats pour créer un conseil municipal junior qui était une idée de gauche, une idée de Jack Lang. Ils n'y étaient pas parvenus. J'ai eu des pressions. Ça devait être fait dans les six mois. Je ne savais pas. Je me suis renseignée toute seule. J'ai demandé si un service allait m'aider. Non. J'ai décidé de faire un groupe de pilotage. J'ai pris mon bâton de pèlerin. Je suis allée rencontrer des enseignants, des bénévoles du milieu associatif etc. Le maire et l'équipe ont vu que ça prenait tournure. Je voyais des gens. Il y a eu des réunions collectives. Il a fallu décider d'une tranche d'âge. Pour

commencer, on a fait 9/13 ans en se disant qu'on verrait les ados après. J'ai vu qu'il y avait beaucoup de conseils municipaux juniors. Je suis allée voir dans d'autres villes comment ça se passait. J'ai vu qu'il y avait beaucoup de diversité. Il y avait des jeunes qui étaient là pour faire représentations, d'autres c'était un peu les adultes qui choisissaient etc. Notre projet a été créé avec un comité de pilotage. Nous avons voulu un conseil municipal junior pédagogique. Je suis passée dans chacune des classes de CM1/CM2. Il y a 17 établissements. Il ne fallait pas qu'un seul instituteur me dise non. C'est pour arriver au premier de la classe. Je ne voulais pas qu'un seul instituteur me dise non de manière à avoir toute la mixité sociale. Je voulais que chacun des établissements soit représenté par un garçon et une fille même dans les quartiers les plus en difficulté. Nous avons un conseil municipal avec 34 jeunes. C'est un conseil municipal pédagogique parce que c'était trois projets à eux. Ils ont appris à travailler. Le service jeunesse a été mis à disposition. On a créé un poste de fonctionnaire. Dans le comité de pilotage, il y avait des gens de gauche, de droite. Pour moi, ça n'était pas facile. Quand on arrive, il y a un maire adjoint, une hiérarchie politique que je ne connaissais pas. J'ai appris sur le tas que quand on est délégué le maire adjoint est au-dessus. On a tous appris ensemble avec des gens divergents. J'aime bien ce que Florian a dit sur les différentes sensibilités chez les jeunes. Il y a des choses sur lesquelles on se retrouve. C'est le langage que j'ai eu avec chacun des instituteurs dont ceux qui n'ont pas voulu au départ ouvrir leur porte. Est-ce qu'on veut que nos jeunes participent ? Ou est-ce qu'on veut qu'il n'y ait plus rien et que ce soit les extrêmes qui arrivent ? Je vous dis les choses comme je les ai ressenties.

Philippe Pinton, service jeunesse de la mairie de Thiers : J'ai une question pour Florian. Vous avez un discours qui est très lissé. On peut presque dire politique. C'est bien. Vous êtes engagé. Je vous félicite. Par contre, ce qui m'inquiète, je peux me permettre de vous le dire, ne vous offusquez pas, est que vous vous rencontrez entre jeunes, vous sortez un document de 30/40/50 pages. Avez-vous tous les jeunes ou avez-vous, entre guillemets, les jeunes qui ont réussi ? Je vous lance une invitation pour vous enrichir. Venez dans ma collectivité. On ira voir des jeunes. Et, peut-être que votre document s'épaissira avec des difficultés que vous n'avez pas. N'avez-vous pas tendance à avoir dans vos réunions, vos colloques qu'une partie des jeunes et à ne pas ouvrir à d'autres jeunes ?

Florian Santinho, secrétaire général des jeunes forces démocrates : On ouvre nos réunions à tout le monde. Mais, allez mobiliser des jeunes avec une étiquette politique. C'est très compliqué. Avec l'étiquette associative, vous pouvez faire beaucoup plus de choses. J'ai même écrit la dernière fois que les partis politiques dans les dix, quinze vingt ans à venir allaient disparaître et que c'était les milieux associatifs qui prendraient le relais. Les gens n'ont plus confiance dans la politique. Beaucoup, à mon avis, dans la salle, n'ont déjà plus confiance dans la politique. Mais, demandez à des jeunes qui connaissent des situations difficiles, à qui on promet tout et n'importe quoi. Les parents même des jeunes sont réticents à la politique. Il suffit de regarder les sondages d'opinion. Les gens ne croient plus en la politique. Ramener des gens à la politique, c'est compliqué. Quand on va voir les gens sur le terrain, c'est une autre approche. On m'a demandé d'intervenir au nom des Jeunes forces démocrates. J'ai demandé à quelqu'un qui travaille sur le projet des Jeunes forces démocrates d'écrire des propositions. Bien entendu elles sont orientées de manière partisane puisqu'elles ont été écrites par des gens qui font partie d'un même noyau politique. Sur la question des politiques jeunesse, je suis d'accord avec vous. Le problème est les moyens qu'on y accorde. J'ai l'impression parfois qu'on met une rustine sur un pneu qui est déjà dégonflé. Certaines municipalités disent que, parce qu'elles ont une délégation jeunesse, je ne parle pas de vous, elles s'intéressent aux jeunes. Ce n'est pas parce qu'on a une délégation jeunesse qu'on s'intéresse aux jeunes et qu'on considère pleinement les jeunes. La dernière fois, j'ai choqué des élus en leur disant qu'il y avait une parité des sexes pour les municipales et pourquoi ne pas instaurer une parité des âges. Les élus vous répondent qu'ils vont perdre des places. Ça choque tout le monde. Si on veut réinstaurer les jeunes dans les organes décisionnaires, soit on leur ouvre la porte, soit ils sont obligés d'enfoncer la porte. Ceux qui vont faire voter les textes de loi et qui vont mettre en place les mesures pour éventuellement ouvrir la porte aux jeunes sont les mêmes qui disent qu'ils voudraient avoir des jeunes pour les accompagner dans les démarches. Mais, on vient nous chercher pour coller les tracts ou les affiches. C'est compliqué de pouvoir aller contre le pouvoir politique parce que c'est eux qui prennent les mesures. Si vous leur proposez des choses qui ne leur conviennent pas, ils ne les reprennent pas. De l'autre côté, lorsque l'on parle de parité des âges, ça choque tout le monde. J'enfonce une porte qui choque les gens. On parle de parité des sexes. On veut être absolument dans la représentativité. Parfois, Simon l'a dit, on prend un jeune pour prendre un jeune. C'est : j'ai besoin d'un jeune sur une liste, boum je mets un jeune. Si c'est pour faire de la figuration, il n'y a pas d'intérêt. Il y a une vraie réflexion à avoir pour donner aux jeunes le moyen de

pouvoir intervenir. Sur les politiques jeunesse, sur la culture politique citoyenne, les institutions européennes, les institutions locales, il y a une vraie nécessité de démocratisation. Dans le Maine-et-Loire, je fais un peu de pub, on a organisé « la conquête de vos institutions ». C'est un événement ouvert à toutes les personnes de toutes les sensibilités. On fait découvrir le conseil municipal avec des élus de la mairie, le conseil régional avec des élus de la Région, l'assemblée nationale avec des parlementaires, le parlement européen. En effet, on parle beaucoup des instances nationales et locales, mais n'oublions pas qu'il y a également l'Europe. L'avenir de l'Europe, c'est également les jeunes. Il y a un vrai travail. La politique jeunesse doit être transversale pas uniquement sur des questions liées à la jeunesse, mais sur des questions transversales emploi, logement, sécurité, prévention, santé. J'ai trouvé intéressant ce que disait l'élue de ce matin qu'il fallait un élu à la jeunesse pour aller porter la voix des jeunes auprès de tous les autres adjoints.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : Ça rejoint le débat qu'on a eu ce matin.

Simon Besnard, président du mouvement rural de jeunesse chrétienne : Je voulais réagir sur le premier de classe. Je m'y attendais un peu. On est en train de reproduire en direct l'exemple. Je suis président d'une association. J'ai davantage parlé que ceux qui ne sont pas présidents d'une association et qui sont en mission locale. Je m'interroge. Je n'ai jamais été premier de classe. Mais, j'ai eu 10 ans de vie de mouvement qui m'ont formé, qui m'ont donné les clefs de discernement, qui m'ont fait prendre des responsabilités et qui font que j'ai la place que j'ai aujourd'hui. Je ne dis pas que je la mérite. Je dis juste que c'est le résultat d'un processus de formation. Pour moi, il n'y a pas de premier ou de dernier de classe. Un premier de classe est très bon dans plein de choses et il peut être très mauvais dans plein d'autres choses. Un dernier de classe avec une formation, avec un accompagnement, avec des cadres, est capable d'être à ma place. Vous étiez peut-être premiers de classe et pas moi. C'est aussi des barrières psychologiques qu'on se met. C'est des dogmes. Parce qu'il est écrit président sur ma petite fiche, je parle, j'ai une représentation. C'est typiquement ce qu'on cherche à casser quand on dit place aux jeunes.

Florian Doillet, jeune de la mission locale de Vichy : Avec la motivation, on peut réussir beaucoup de choses. Parfois, il n'y a pas assez de concret. On a des problèmes pour se faire un réseau. Ce n'est pas parce qu'on est premier ou dernier de la classe qu'on ne peut pas réussir dans la vie. Ce n'est pas simple. Mais, il faut se donner les moyens. Pour les jeunes, plein de choses existent pour évoluer. Des jeunes n'ont pas envie. D'autres jeunes ont envie et n'ont pas les moyens. D'autres ont eu les moyens et ont réussi. Je fais partie de la deuxième tranche, ceux qui ont envie à qui on donne les moyens. Je me dis que je pourrais peut-être me retrouver à leur place ou faire autre chose. Nous aussi on a des idées. On voudrait bien donner un peu plus notre parole. Ce n'est pas qu'on nous laisse de côté, c'est que parfois le manque de maturité fait qu'on ne prend peut-être pas les bonnes décisions alors que ce n'est pas forcément le cas. Je vais avoir 25 ans. D'ici 10 ans, je vais avoir 35 ans et c'est nous qui allons faire la France. On est le futur de la France, le présent et aussi le futur. On parle des gens qui sont plus âgés que nous et qui prennent les décisions. Un jour ou l'autre, on va se retrouver à leur place ou à votre place. Ce serait bien de nous écouter un peu plus et nous donner parfois un peu plus la parole. On a eu la chance d'être là tous les deux. On ne devait pas être là, c'était quelqu'un d'autre. On est venu. Ça m'a fait plaisir. Je me suis dit qu'on allait nous donner la parole pour une fois et qu'on pourrait dire ce qu'on a à dire et écouter. En effet, on n'a pas toujours la possibilité de venir comme vous écouter des partis politiques ou des associations. C'est une bonne chose. Je remercie la mission de nous avoir invités, de pouvoir intervenir sur tout ce qui est dit dans cette salle. Je trouve ça très intéressant.

Steve Lepage, trésorier d'une association : Je vous rassure je ne suis pas non plus premier de la classe. Je suis barman dans la vie. Il y a des jeunes qui veulent aider d'autres jeunes. Il ne faut pas croire, parce qu'on est président, trésorier ou secrétaire d'une association, qu'on est tête d'ampoule, qu'on est fait pour ça. Pas du tout. J'étais dans la galère. On m'a aidé. Je remercie les personnes qui m'ont aidé, les formations. Maintenant, c'est moi qui ai envie d'aider tout en travaillant. Je suis en temps plein. Je fais avec. C'est pour ça que je suis là aujourd'hui. Des jeunes veulent aider. Des jeunes veulent faire évoluer les choses. Malheureusement, on ne leur donne pas la possibilité de parler. C'est bien dommage. Je les rejoins. Je vous dis bravo. C'est bien ce que vous faites. Continuez comme ça.

Gwen Le Gars, Coordinateur Enfance/Jeunesse pour six communes dans le Finistère : Je voudrais rappeler qu'il existe aussi les juniors associations pour permettre aux jeunes de s'engager, de s'exprimer. A Logonna-Daoulas, on accompagne deux juniors associations créées depuis un peu moins d'un an et qui trouvent leur place dans le territoire sur l'animation jeunesse. Elles participent aux discussions avec les élus sur la mise en place d'un projet éducatif local. Les juniors associations me semblent un dispositif tout à fait adapté à condition qu'elles aient un accompagnement d'un élu ou d'un animateur ou d'un acteur jeunesse. Merci.

Joëlle Ballot, représentante de la FCPE : Je représente les parents d'élèves. Ce qui m'interpelle c'est de savoir qu'il existe tout au long de la scolarité des dispositifs comme le centre d'orientation, comme la psychologue scolaire. Je voudrais savoir d'après vous ce qui manque dans le système éducatif pour que vous puissiez être informés complètement de toutes les possibilités que vous avez dans la vie, de toutes les possibilités professionnelles qui vous sont offertes. À quel moment ça n'a pas marché ? Et pourquoi, si vous le savez ?

Arnaud Petelet, conseil général de l'Allier : J'ai une remarque et une question pour tous les quatre. On parle beaucoup de ces instances créées comme le conseil municipal jeune, le conseil général jeune, junior association. N'avez-vous pas envie qu'on crée des instances qui puissent mêler tous les âges ? On crée des instances où tous les jeunes se regroupent. Mais, pour votre enrichissement personnel et pour l'enrichissement personnel de tout le monde et de la collectivité, n'auriez-vous pas envie de vous investir par exemple dans des comités de quartiers ou comités d'habitants à l'échelle locale pour travailler avec des personnes d'horizons différents et d'échanger de partager tous ensemble sur une même thématique ?

Agathe Dirani, INJEP : Mes questions s'adressent aux quatre. D'abord à Marine et Florian, j'aimerais savoir si vous connaissiez déjà ces deux organisations qui sont représentées, si vous en connaissez d'autres du même type. Est-ce que ça vous donne envie de vous engager dans le même type de format, dans des questions politiques en tant que jeunes ? J'aimerais avoir votre sentiment par rapport à ça. Et, Simon et Florian, j'aimerais savoir quelle est la stratégie au sein de vos organisations pour aller chercher de nouveaux jeunes, pour activer ce levier d'effet de pairs dont vous avez parlé. Merci.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : On va répondre et on prendra une dernière question après.

François Cheville, ville de Clermont-Ferrand : J'ai une question à poser à la jeune fille qui travaille en mission locale et qui a un enfant. Ne trouvez-vous pas que l'engagement est un luxe quand on a un enfant et qu'on est à la recherche d'un emploi ? L'investissement dans un mouvement quelconque, s'investir à fond est très bien, mais c'est aussi un luxe pour beaucoup. Certains jeunes n'auront pas le temps, pas les capacités matérielles nécessaires pour pouvoir le faire. Les deux représentants des mouvements se sentent investis d'une mission. Il est intéressant pour vous de vous investir. Mais, avez-vous le temps nécessaire pour le faire ?

Florian Doillet, jeune de la mission locale de Vichy : Je vais revenir sur la deuxième question sur l'orientation. Où va commencer l'échec ? Je ne parle pas d'échec, mais d'une mauvaise orientation. Pour moi, ça a commencé vers la 4^e. Ce n'était pas une question de notes parce que je faisais partie des gens qui étaient au milieu. Je n'avais pas de mauvaises notes ou de très bonnes notes. Mes notes étaient moyennes. La conseillère d'orientation n'a pas donné les bonnes orientations que ce soit à moi ou à mes camarades. On en parlait dans l'atelier. Je ne sais pas si les politiques vont entendre notre message aujourd'hui. Il serait bien que des intervenants de la mission locale viennent directement dans les collèges pour faire comprendre le monde du travail et que ce soit plus concret que ça ne l'est aujourd'hui. Souvent, on nous a donné une fiche à lire en nous disant que c'était ça le métier. C'est tout beau, c'est tout rose. Je viens du nord. Et, en arrivant ici, s'est posé un problème radical. La demande dans le monde du travail ici n'est pas la même qu'ailleurs. Je suis électronicien. C'est moins facile qu'en haut. Je suis devenu électronicien parce que la conseillère d'orientation, après avoir regardé mes notes qui étaient moyennes, m'a dit que si j'allais vers un bac ce serait un échec et elle m'a fait trois propositions comme à beaucoup d'élèves. J'ai choisi un BEP électronique. Je ne trouve pas péjoratif d'avoir un BEP ou autre chose. Je trouve juste que j'ai été mal orienté. Je me retrouve aujourd'hui sans travail. C'est compliqué. Ce n'est pas un échec. Mais, ce serait bien qu'au collège, on fasse venir des

gens de la mission locale qui expliquent le monde du travail autrement que la conseillère d'orientation. Ce n'est pas le petit stage qu'on nous donne à la fin de la 3^e qui va nous aider à faire notre choix. Ça ne sert à rien. En effet, on va dans l'entreprise à côté de chez nous. On demande s'il y a de la place pour nous. C'est de la main-d'œuvre gratuite, on nous prend. Les trois jours se terminent et on n'a pas fait de choix. On se dit qu'il faut continuer l'école parce qu'on nous dit que si on n'a pas le bac, on ne réussira pas dans la vie. De ne pas avoir de bac c'est plus dur que pour d'autres. Ce n'est pas un échec. Pour l'autre question, je ne connaissais pas les deux associations présentes. Est-ce que j'ai le temps ? Non, avec mes deux enfants. Je n'ai pas dit que je n'étais pas intéressé. Ça m'intéresse d'entendre leurs idées, déjà de voir qu'ils existent. Il est intéressant de savoir qu'ils nous représentent globalement. Ça serait bien de mélanger tous les âges, mais en ayant une place un peu plus importante pour le jeune. On n'a pas toutes les réponses. C'est bien aussi d'écouter ses aînés, les personnes qui ont une expérience de vie plus grande que la nôtre. Qu'on nous écoute un peu plus et qu'on nous donne un peu plus de possibilités. Et, surtout faire connaître aux autres jeunes qu'il y a d'autres possibilités. Si un jour ils sont dans une difficulté, dans l'échec, il faut leur dire que rien n'est perdu, qu'il y a toujours une solution et que quand on veut on peut. Il ne faut pas dire que c'est facile.

Marine Pénin, jeune de la mission locale de Vichy : Pour l'orientation scolaire, ça a été aussi très rapide. On n'a pas été bien orienté. J'ai fait un BEP secrétariat parce qu'on ne savait pas où me caser. L'école ce n'est pas mon truc. On m'a dit de faire le truc basique où on envoie la plupart des jeunes aujourd'hui je pense, où il n'y a pas spécialement de débouchés surtout ici. Les employeurs ne nous laissent aucune chance quand on n'a pas de diplôme. Ils ne laissent pas le temps de découvrir nos compétences. Même si on n'a pas de diplôme, on a des compétences. Pour l'orientation, on devrait avoir des intervenants qui viennent et qui prennent le temps de nous expliquer. Il nous faudrait plus d'une semaine de stage en 3^e. C'est un peu le stage inutile. C'est mon avis. Je ne connaissais pas non plus les deux associations. Participer avec vous, pourquoi pas ? Pas la politique, je suis désolée. Déjà, je n'y connais rien. Je ne vais pas mentir. Après, pourquoi pas ? Je pourrais travailler dans une association. Pour terminer, avec mon fils trouver un emploi n'est pas une question de luxe. C'est une nécessité financière. A mon âge, je peux me permettre de conjuguer la nécessité de l'argent et ce que je veux faire, ma passion. J'ai voulu faire les choses à l'envers. Avant, beaucoup de femmes voyaient le côté professionnel et fondaient une famille après. Je ne me suis posé la question. Pour moi, ça a toujours été dans cet ordre-là. Avec le recul, s'il y a une chose que je regrette un peu, c'est de ne pas avoir pensé qu'avec lui pour trouver un emploi c'est la galère. En effet, il faut le prendre en compte. Beaucoup d'employeurs sont très réticents quand on a un enfant à 25 ans, même 21 ans. Ils se demandent si je vais être là. Ce n'est pas un luxe.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : Comment faites-vous pour tourner vers d'autres jeunes que les plus engagés, au-delà de vos pairs ?

Simon Besnard, président du mouvement rural de jeunesse chrétienne : Je voudrais revenir sur l'orientation, le CIO et ce qui manque. Pour moi, il ne manque rien. Il y a tout. Mais, ce n'est pas organisé et ce n'est pas clair. On ne sait pas vers qui aller. On ne sait pas qui est compétent et sur quoi. On n'a jamais la bonne information au bon moment. Je conçois que c'est très compliqué. Mais, je pense qu'il faut tout raser et faire un service public de l'orientation qui répondrait à beaucoup de questions que vous avez posées, pas à toutes. Ce ne serait pas le miracle. Mais en termes de clarté, de visibilité et d'efficacité et d'économies budgétaires, on répondrait déjà à beaucoup de choses. Mêler tous les âges dans les instances, c'est ce qu'on demande mais pas qu'en consultatif, aussi en décisionnel. C'est bien d'être associé à la gestion d'un quartier quand on nous demande juste notre avis. Il serait bien de pouvoir aussi participer à la décision de ce qui va se passer dans ce quartier. Je suis pour les lieux où on croise les générations, les différents quartiers, les couches sociales. Je suis pour. Mais, il faut faire attention à ne pas être juste dans de l'affichage et de la consultation. Cette mixité nous intéresse aussi dans la prise de décision. Pour répondre aux questions sur l'engagement des jeunes, les lieux où on peut se sentir écoutés, c'est ce qu'on pense quand on veut mettre en place dans les années qui viennent les forums régionaux de la jeunesse. Est-ce que c'est de la substitution au FRJ, au FDJ ? Peut-être. En tout cas, c'est un support qui va plus loin. Je ne vais pas vous faire le bilan des FRJ et des FMJ. C'est un outil de consultation qui vaut ce qu'il vaut, qui est très bien à certains endroits. Ce qui m'intéresse, c'est que le FRJ va permettre une structuration des organisations de jeunes. Le FFJ, c'est 19 organisations de jeunesse que ce soit des étudiants, des syndicats étudiants, des partis politiques de jeunes, des associations de jeunesse. C'est l'endroit où les jeunes s'expriment. On donne

des avis sur la santé, sur le logement etc. C'est le lieu, où, que vous soyez membre ou non d'une association, on parle de la jeunesse quelle qu'elle soit. C'est ce qu'on veut faire valoir. Pour revenir sur les points de discordance, c'est aussi le lieu où il y a beau avoir les jeunes pop, les JC et le MRJC qui sont autour de la même table avec Animafac et compagnie, on est tous jeunes, on est tous responsables d'associations de jeunes, pour autant, on n'est pas représentatif de l'ensemble de la jeunesse. C'est un des problèmes. On dit toujours qu'on veut être représenté. Mais, je ne peux pas dire au MRJC qu'on est représentatif de l'ensemble des jeunes. Ce n'est pas possible parce que déjà on est ruraux, on a le mot chrétien dans notre nom. Je ne peux pas dire ça. Par contre, le FFJ oui puisqu'on a presque tous les partis politiques. C'est le lieu où on peut être le plus représentatif possible et où on peut être proposant. Pour conclure, je vois un enjeu à ce qu'il y ait des créations de forums régionaux de la jeunesse partout en France. Cela pourrait être un moyen de structurer de nouvelles organisations de jeunesse pour des jeunes qui ne connaissent pas celles qui existent actuellement, pour des jeunes qui n'ont pas envie de s'engager de la même manière que nous, pour des jeunes qui ont d'autres attentions, d'autres problèmes. Je suis favorable à la création d'autres organisations de jeunesse.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : Florian, voulais-tu rajouter quelque chose sur l'engagement ?

Florian Santinho, secrétaire général des jeunes forces démocrates : Je voudrais revenir sur ce qu'ont dit Florian et Marine sur l'orientation. Je les retrouve complètement. J'ai essayé de souligner tout à l'heure qu'il y a d'un côté le monde de l'école et d'un autre côté la vie active. Lorsqu'on est étudiant ou au lycée, on vous parle du monde de l'entreprise. Vous faites un stage de trois jours qui ne sert pas à grand chose. On vous parle de choses que vous ne connaissez pas. On peut vous parler du métier de secrétariat, mais si vous ne l'avez pas vécu vous ne pouvez pas savoir en quoi consiste véritablement une activité. Il faut réintroduire des professionnels de la mission locale ou des gens qui sont en activité pour qu'ils nous parlent de leurs métiers et que, dans l'enseignement, on prenne connaissance des différents métiers et des différents secteurs d'activité. Sur le fond, je rejoins Simon. Il faut que les jeunes participent aux comités de quartiers, on a les fameux CCQ. L'objectif est qu'ils soient écoutés et qu'ils puissent prendre les décisions. Il faut les intégrer dans le processus décisionnaire. Sur la place des femmes, on a dans notre bureau une jeune maman. Elle a été obligée de se retirer parce que c'est très compliqué de mener sa vie personnelle, s'occuper de son enfant et dégager des heures le soir à moins qu'on ait un mari ou un compagnon compréhensif prêt à s'occuper de l'enfant. C'est la situation personnelle de chacun. C'est compliqué de mêler une vie familiale et un engagement extraprofessionnel qui est généralement à 18 heures, 19 heures. Les réunions sont très mal faites parce qu'en général elles commencent à 18h 30/19 heures. Pour les personnes qui ont des enfants, c'est compliqué d'assister à ces réunions. Sur la manière de recruter, entre guillemets, on a une chance avec les nouvelles technologies. Il y a bien entendu les méthodes habituelles. On va sur le terrain. On rencontre les jeunes. On discute avec eux. On voit s'ils sont intéressés pour une dynamique pour porter un message ou tout simplement s'engager. Ce n'est pas rare qu'on dise : n'hésite pas à t'engager, même dans un parti qui n'est pas le nôtre ou dans une association. L'objectif est que les jeunes se mobilisent et s'engagent. C'est notre première priorité. Je suis assez impressionné par les réseaux sociaux. Je n'y crois pas trop. Beaucoup au sein des JFD mettent le paquet sur les réseaux sociaux comme Facebook et Tweeter. Mine de rien, maintenant que les jeunes ont l'information beaucoup plus rapidement, ils envoient, ils tweetent, ils participent, ils débattent. Il y a une troisième voie qui est la voie des réseaux sociaux. Peut-être parce qu'il y a un peu plus d'anonymat. Les gens peuvent répondre du tac au tac. Ils n'ont pas besoin de se déplacer. On voit des prises de position très intéressantes sur les réseaux sociaux.

Simon Besnard, président du mouvement rural de jeunesse chrétienne : Je n'ai pas parlé de l'engagement. Je suis d'accord avec le constat que l'engagement est un luxe. Je m'en fais parole aujourd'hui. Ce n'est pas donné à tout le monde. Les fabriques du monde rural qu'on veut créer, c'est pour inventer de nouvelles manières de s'engager. C'est aussi pour dire qu'on est complètement dépassé par les nouvelles formes d'engagement. On a du mal à les définir. On a du mal à s'adapter en tant qu'organisations. On ne sait pas comment aller chercher de nouveaux jeunes. On a du mal à dire aux jeunes : venez vous engager, on va faire des week-ends de réunion. Ce n'est pas possible. Les fabriques du monde rural pour nous sont des lieux dans lesquels on investit du bâti et où c'est pour les jeunes. Un peu comme on a pu connaître les foyers de jeunes, il n'y a pas si longtemps. C'est des lieux que vous gérez, qui sont à vous, où vous pouvez vous tester, où vous pouvez avoir un support pour une

activité professionnelle, où il y a du monde pour vous accompagner, où il peut y avoir un service public d'orientation présent, où il peut y avoir des connexions internet. C'est pour permettre les nouvelles formes d'engagement des jeunes qui veulent passer une heure par semaine, des jeunes qui veulent aller juste sur internet, des jeunes qui veulent passer un week-end entier à faire un chantier ou à faire de la déconstruction politique.

Marie Dumollard, chargée d'études et de recherches, INJEP : Merci aux intervenants. Merci à vous pour vos questions. Il y a d'autres questions, mais on n'a plus le temps. Vous pourrez poursuivre le débat pendant la pause.